



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Culture

REÇU LE  
19 SEP. 2024  
OMBUDSMAN  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 17 SEP. 2024

Réf. : 84axa2001

Madame Claudia Monti  
Ombudsman  
36, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg

Objet : Rapport annuel de l'Ombudsman pour l'année 2023

Madame l'Ombudsman,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier du 24 juillet 2024 par lequel vous m'avez transmis votre rapport annuel de l'année 2023 qui a retenu toute mon attention.

C'est avec plaisir que j'accepte de prendre position par rapport à la partie en lien avec mes compétences et attributions quant aux différents constats, avis et recommandations.

À la page 47 de votre rapport, vous recommandez au ministère de la Culture de bien vouloir réexaminer sa position et, en tout état de cause, de procéder à une adaptation de la législation concernée aux fins d'éliminer toute atteinte potentielle à la sécurité juridique des administrés.

Sans vouloir rentrer dans le détail de l'affaire ayant donné lieu à la réclamation, je me permets de vous informer que l'affaire est actuellement pendante devant le Tribunal administratif et qu'une décision est attendue pour le début de l'année 2026.

Je suis convaincu que les juges administratifs pourront apporter des éclaircissements par rapport aux critères à remplir par une communication d'un administré, adressée au ministre de la Culture et/ou à l'Institut national pour le patrimoine architectural, afin de pouvoir valoir « information » au sens de l'article 129 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel et par rapport aux conséquences en droit à tirer d'une éventuelle expiration du délai prévu au paragraphe 2 du même article.

Je ne m'oppose en tout état de cause pas à une adaptation de la législation au cas où il devait s'avérer que le dispositif actuellement en vigueur ne serait pas conforme aux nécessités de sécurité juridique.

Adresse:  
4, Bd F.D. Roosevelt  
L-2450 Luxembourg

Adresse postale:  
L-2912 Luxembourg

Je me permets d'ores et déjà de vous informer qu'en date du 27 août 2024, j'ai déposé le projet de loi n° 8435 portant modification de la loi du 25 février 2022 précitée à la Chambre des Députés.

Ce projet de loi prévoit, entre autres, de compléter l'article 129 de la loi du 25 février 2022 en ce sens que l'information à donner au ministre ayant la Culture dans ses attributions doit obligatoirement prendre une forme écrite.

Je constate également que le libellé de mon courrier du 27 juillet 2023 a pu prêter à confusion dans le chef de l'administré et de vos services (page 40 de votre rapport).

Je vous confirme qu'il ne s'agit-là que d'un courrier d'information préalable dans le contexte de l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes.

Afin de pouvoir lever toute ambiguïté, mes services ont été instruit d'adapter le libellé en question dans les courriers futurs afin de pouvoir distinguer ce courrier plus aisément du courrier portant notification de l'intention de classement qui, lui, a seul des effets contraignants.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame l'Ombudsman, l'expression de mes salutations très distinguées.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long vertical stroke on the right side.

Eric THILL  
Ministre de la Culture